



GROUPE LFI-A
CONSEIL REGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE

POUR UN BUDGET POPULAIRE EN ÎLE-DE-FRANCE

UN BUDGET POUR LES BESOINS

ÉDITO

Un budget de renoncement !



Vianney ORJEBIN,
président du groupe LFI-A

« Une **stratégie budgétaire prudente** » résume pudiquement l'agence Moody's concernant **les choix budgétaires de l'exécutif**. En langage clair, cela signifie qu'il s'agit d'un budget de renoncement.

Les inégalités économiques et sociales n'ont **jamais été aussi importantes** en Île-de-France... Peu lui chaut, Valérie Pécresse **sabre dans les dépenses de fonctionnement** et affiche avec une certaine satisfaction une **baisse de 0,6 points de pourcentage**. Tant pis pour les agents de la Région et les personnels des lycées qui verront leur hausse de salaire **largement limitée** dans un contexte inflationniste particulièrement rude.

L'urgence écologique **s'intensifie** et la nécessité de **préparer l'Île-de-France de demain** fait désormais consensus... C'est pourtant sur ce budget que la majorité régionale choisit de **baisser massivement les subventions accordées aux organismes associés de la Région** (Airparif, Institut Paris Région, Île-de-France Nature). Sorte de pied de nez de l'exécutif à l'égard de la **question environnementale**, c'est cette dernière qui connaît la plus forte baisse avec une **chute drastique de près de 20%** des autorisations de programme dans le budget 2024.

Il s'agit, enfin, du budget de **l'occasion manquée**. À moins de 6 mois des **Jeux Olympiques et Paralympiques**, Valérie Pécresse choisit de ne rien faire. Pire encore, elle se joint aux **innombrables mesures antipopulaires** : réquisition des logements étudiants, prix de billets prohibitifs et maintenant, à cause de l'exécutif régional, **multiplication par deux du prix des titres de transports**.

Vous trouverez dans ce dossier quelques analyses et propositions concrètes **pour un budget populaire en Île-de-France**, résolument **tourné vers l'intérêt général**.

Vous pouvez compter sur nous !

DES CHIFFRES

Une mauvaise stratégie d'emprunt

2022

↑ taux :
2,23%

Coût du remboursement :

15,6
millions d'€/an

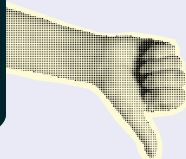
2023

↑ taux :
2,90%

Coût du remboursement :

17,4
millions d'€/an

Après plusieurs années à **taux négatif** pour les emprunts, les taux d'intérêt repartent à la **hausse**.



C'est le moment que choisit Valérie Pécresse pour emprunter !

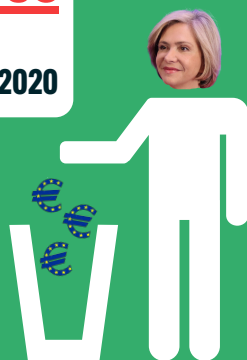
Pourquoi ne pas avoir emprunté plus avant ?

Des fonds européens jetés à la poubelle ?

408 millions d'€
pas encore dépensés
au 19/12/2023
au titre de la programmation 2014-2020

La quasi-totalité des régions françaises a dépensé 100% de ces fonds. Au moment où les Franciliens souffrent de l'inflation, la Région a-t-elle les moyens de jeter de l'argent par les fenêtres ?

Sera-t-elle capable de déclarer l'ensemble des fonds d'ici la date limite du 31 décembre 2023 ?



Les plus grosses baisses d'investissement

-14%

Administration
générale



-20%

Environnement



-13%

Aménagement



Lycée :

« Hausse des budgets »



= le minimum syndical pour rattraper des années de sous-investissement

2,6%

d'inflation
anticipée en 2024

> Plutôt que d'accompagner la hausse des coûts, la Région fait des économies, et baisse les moyens de fonctionnement pour :

- la formation professionnelle
- l'Enseignement supérieur et la recherche
- la culture
- l'environnement
- l'aménagement

-15%

Pour
l'institut
Paris
Région



-23%

Pour
Airparif



-14%

Pour
Île-de-France
Nature



Baisse des subventions en fonctionnement aux organismes associés

LYCÉES

Un manque de 10 millions

La DGFL (dotation annuelle des lycées) est un élément financier structurant permettant le bon fonctionnement des lycées. Pourtant, cette année encore, son montant sera complètement insuffisant au regard des hausses d'effectif et de l'inflation.

Depuis 2021, c'est près de 10 millions par an qui manquent pour assurer un accueil digne des lycéens et lycéennes.

LES PROPOSITIONS

Pour ces raisons, nous proposons de réhausser son montant de 10M afin qu'il atteigne 87M et compense les années d'austérité imposées par la Région.

Valoriser les lycées professionnels

L'enseignement professionnel public est une voie qui forme des travailleurs et travailleuses hautement qualifié·es ainsi que des citoyens et citoyennes émancipé·es.

Valérie Pécresse fait le choix de lui tourner le dos en débutant l'année scolaire 2023-2024 par la fermeture de plusieurs lycées professionnels à Paris. Elle continue aussi de soutenir les écoles de production privées qui servent les intérêts d'entreprises et non l'intérêt général.

LES PROPOSITIONS

Nous privilégions la valorisation de ces filières publiques d'avenir en leur assurant des moyens conséquents et en développant une offre riche, même dans les lycées professionnels de taille modeste.

1 milliard pour les retards

La construction de nouveaux lycées connaît de nombreux retards mettant en difficulté la livraison de places pour les futur-es lycéen·nes tandis que les partenariats public-privé engendrent surcoûts et manque de transparence.

LES PROPOSITIONS

Il est impératif de renforcer le plan d'investissement à hauteur d'un milliard pour rattraper les retards, assurer le désamiantage, l'adaptation aux risques sanitaires et climatiques, l'accessibilité handicap et la qualité des sanitaires et équipements sportifs.



PROTÉGEONS LE TRIANGLE DE GONESSE !

La majorité de Pécresse soutient la construction d'une cité scolaire sur le Triangle de Gonesse, un ensemble de terres extrêmement fertiles.

Un projet à la fois absurde et dangereux pour les élèves au regard de l'exposition au bruit liée à l'activité de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle et en complet décalage avec les impératifs écologiques.

Nous soutenons alors les propositions du CPTG (Collectif Pour les Terres de Gonesse) qui suggèrent d'autres sites comme Villiers-le-Bel afin de dépasser le paradigme de l'urbanisation à tout va.



TRANSPORTS

Faire payer les usager-es n'est pas la solution !

Pour les usager-es, c'est la double peine, subissant à la fois un service qui se dégrade continuellement et plusieurs hausses de prix. De 2016 à 2024, le passe Navigo est passé de **70€ à 86,40€**.

L'effort de financement ne peut reposer à ce point sur les usager-es mais c'est pourtant ce que prévoit, cette année encore, le budget de Valérie Pécresse.

D'autres solutions sont possibles !

LES PROPOSITIONS

- **Faire contribuer les entreprises ayant réalisé des superprofits sur l'année écoulée**
- **Établir une TVA réduite à 5,5% sur les transports en commun**
- **Augmenter la taxe de séjour pour les palaces et hôtels de tourisme 5 étoiles**
- **Créer une taxe de séjour additionnelle pour les locations de très courte durées (Airbnb, etc)**

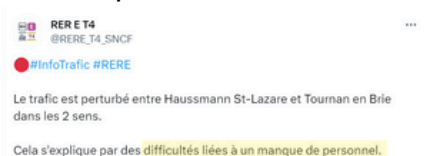
Pour recruter, il faut stopper l'ouverture à la concurrence des transports

L'ouverture à la concurrence du réseau de transport a un coût social et organisationnel évident. La dégradation des conditions de travail des salariés conduit nécessairement à des difficultés de recrutement.

Le collectif Stop Galère auquel nous appartenons œuvre pour le maintien d'un service public de qualité.

LES PROPOSITIONS

- **Abandonner l'ouverture à la concurrence et mettre fin à la dégradation des conditions de travail des salarié-es**



Gel des tarifs des transports : un impératif écologique et social

L'augmentation considérable du Navigo et de l'ensemble des titres de transport est un non-sens social, climatique et financier.

Il revient à pénaliser davantage encore les Francilien·nes toujours largement touché·es par le contexte inflationniste, empêche le remplacement de la voiture individuelle par les transports collectifs et, enfin, risque de toucher, à terme, les recettes de l'autorité organisatrice.

Nous pouvons sortir de ce non-sens !

LES PROPOSITIONS

- Le gel des tarifs pour l'année 2024
- La gratuité totale des transports pour les JOP de Paris 2024



RÉSEAU VÉLO ÎLE-DE-FRANCE : METTONS FIN AUX BLOCAGES !

L'ambition que portent la Région et le collectif "Vélo Île-de-France", que nous soutenons, est de construire près de 750 km de pistes cyclables continues, séparées du trafic et organisées par une signalétique commune.

310KM
de pistes cyclables
manquantes

Près de 310 km de pistes doivent être livrées dès 2025. Pourtant, le collectif alerte, **le compte n'y est pas.**

Alors que la fréquentation des pistes cyclables bat des records chaque année partout en Île-de-France, la Région doit se donner les moyens d'assurer la sécurité de tous les cyclistes, et ce, le plus vite possible.

Nous proposons pour cela d'augmenter de 3 millions le budget lié à la mise en place de ces réseaux verts et équipements cyclables.

LOGEMENT ET AMÉNAGEMENT

Des logements abordables pour tous et toutes

La demande pour des logements sociaux est aujourd'hui très tendue avec 2,3 millions de ménages franciliens non-propriétaires éligibles, l'augmentation des loyers et la carence de 50 villes en Île-de-France dont certaines participent à la formation de "ghettos de riches".

La volonté de Valérie Pécresse de soutenir le logement locatif intermédiaire va indubitablement à contre-sens des besoins réels des Francilien·nes et de la lutte contre la précarité.

LES PROPOSITIONS

- Rediriger le soutien de la Région aux logements locatifs intermédiaires vers le soutien à la production de logements locatifs sociaux
- Supprimer les subventions régionales aux communes carencées qui refusent d'appliquer la loi SRU en matière de logement social

Pour le SDRIF-E, changeons de cap

Le SDRIF-E (Schéma directeur de la région Île-de-France environnemental) est un document de planification majeur qui définit l'aménagement de notre région d'ici 2040. S'il prône la "sobriété" ou la "proximité", il ne répond en réalité aucunement aux exigences de bifurcation écologique ou de réparation sociale.

LES PROPOSITIONS

- Supprimer la norme "anti-ghetto" qui limite la construction de logement sociaux
- Le ZAB (Zéro Artificialisation Brute) : tendre vers une absence d'artificialisation brute d'ici 2050

NON A LA CASSE DE L'INSTITUT PARIS RÉGION PAR VALÉRIE PÉCRESSÉ ET SA MAJORITÉ !

Au regard des enjeux immenses d'aménagement qui touchent notre région, il est indispensable de conserver et de soutenir des organismes scientifiques capables de fournir des expertises de grande qualité.

C'est le cas, par exemple, de l'Institut Paris Région, plus vieille et plus grande agence d'urbanisme d'Europe, qui propose des services d'étude et d'expertise scientifiques de pointe. C'est une agence indispensable à la Région si celle-ci souhaite mener à bien des projets d'aménagement de grande envergure.

Mais voilà, depuis le premier mandat de Valérie Pécresse, c'est la rationalisation et l'austérité qui priment, jusque dans les subventions.

BAISSE DE 12% DES SUBVENTIONS

Cela met en danger 30 emplois.

DÉMÉNAGEMENT FORCÉ À SAINT-OUEN AU SEIN DU CONSEIL RÉGIONAL

Risque de remise en cause de l'indépendance scientifique et technique de l'Institut.

✗ **Nous réaffirmons notre plein soutien à l'Institut Paris Région, organisme historique et essentiel à la bonne conduite de l'action publique.**

À l'heure des grandes transformations et au regard de nos besoins évidents de connaissance, il est plus que jamais primordial d'assurer les conditions propices à l'indépendance et à la qualité de ses travaux.

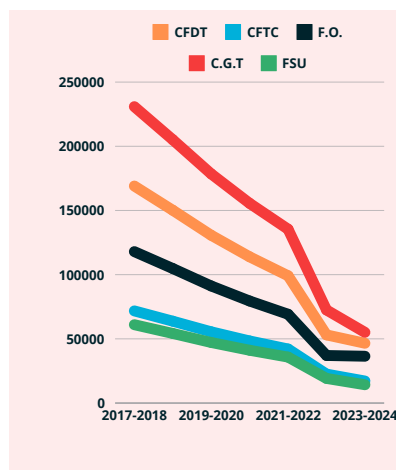


ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Écouter la démocratie sociale

Les syndicats disposent d'un rôle crucial en participant à la protection des intérêts des salarié.es. Ils alertaient, par exemple, sur l'incapacité des services de la Région à assurer la sécurité de la façade dont certains éléments chutent.

Or, l'exécutif régional n'a eu de cesse de diminuer les subventions auparavant allouées aux centrales régionales syndicales.



Il est encore temps pour l'exécutif régional de rattraper ses récents errements anti-démocratiques en votant notre amendement.

LES PROPOSITIONS

- **Rétablir les subventions des syndicats régionaux afin d'assurer la démocratie sociale bénéfique à tous les salarié-es**

LA MARCHÉ : LA MOBILITÉ LA PLUS DURABLE MÉRITE AUSSI UNE INDEMNITÉ



À l'instar du forfait mobilité durable qui a pour vocation d'encourager les mobilités dites durables en distribuant une indemnité à ses usager.es, une prise en compte de la marche à pied serait d'une grande pertinence.

Au-delà de ses bienfaits sur la santé des employé.es, elle demeure surtout le mode de déplacement le plus durable qui puisse être ! Nous demandons à Valérie Pécresse de mettre en place une indemnité piétonne.

Au Conseil régional de montrer l'exemple en augmentant le salaire de ses agents

Les personnels du siège de la région Île-de-France souffrent d'un sous-effectif important, ce qui dégrade considérablement leurs conditions de travail. Cumulée à l'inflation, leur capacité à vivre dignement des fruits de leur travail s'en trouve diminuée.

La défense de la capacité pour chaque travailleur d'Île-de-France à pouvoir se nourrir, se loger et jouir de loisirs confortablement devrait faire l'unanimité.

Réhausser les salaires, c'est leur assurer une **meilleure qualité de vie**, et sortir du travail en sous-effectif avec une **meilleure attractivité des carrières**.

LES PROPOSITIONS

- **Assurer à tous les agents une augmentation de salaire pérenne pour garantir des conditions de vie et de travail dignes**

MAINTENANCE : UN SIÈGE ENFIN SÉCURISÉ ?



Le jeudi 2 novembre, la tempête Ciaran a traversé la France et, aux alentours de midi, un panneau de façade s'est décroché des murs du Conseil régional pour venir s'écraser à environ 6 mètres de l'entrée de la cantine par où transite un grand nombre d'agent-es de la Région quotidiennement. Aucun-e blessé-e n'est à déplorer sur site.

Les syndicats ont réclamé une expertise globale du bâtiment pour garantir la sécurité de tous les espaces. Nous avons appuyé cette demande et enjoignons l'exécutif à provisionner des crédits pour la maintenance des bâtiments du Conseil régional.



Elle nous a donné raison

Ces propositions que Péresse a acceptées (malgré elle...)

Financement des transports

Péresse admet enfin que les usager-es ne peuvent être la seule source de financement des transports et reprend les propositions des groupes de gauche et écologiste : hausse du versement mobilité par les entreprises, hausse de la taxe de séjour pour les touristes.

Punaises de lit

Depuis deux ans, nous exigeons un plan spécifique de la Région sur les punaises de lit. L'exécutif a finalement repris notre proposition pour l'adapter aux lycées.

Bénévoles JO

Les bénévoles vont être indispensables au bon déroulement des JO et venir de toute la France. L'exécutif cède et permet la gratuité des transports pour ces bénévoles comme nous le proposons.

Urbanisme transitoire

Un de nos amendements a été adopté sur le SDRIF-E. Il réclame une hausse du nombre de dossiers acceptés par la Région pour les espaces en transition tels que les friches en attente de transformation pouvant être valorisés et utiles aux riverain-es via des activités culturelles ou autres.

Démocratie en Île-de-France :

Malgré les pressions et les tentatives pour supprimer nos groupes, la France Insoumise ainsi que les communistes conservent leurs places au Conseil régional !

Il en va de la démocratie locale et du droit d'opposition !



VOS ÉLU-ES DU

**GROUPE LFI-A
CONSEIL RÉGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE**



**Sophia
CHIKIROU**



**Julie
GARNIER**



**Philippe
JURAVÉR**



**Vianney
ORJEBIN,
président du
groupe**



**Raphaël
QNOUCH**



**Christophe
PRUDHOMME**



**Paul
VANNIER**

CONTACT

raphael.alphandery@iledefrance.fr

**GROUPE LFI-A
CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE**

